

Covid-19 : l'école face au défi du dépistage

Le gouvernement, qui a annoncé le relèvement du protocole sanitaire au niveau 3, veut maintenir le plus possible les classes ouvertes. La communauté éducative s'interroge sur la faisabilité de cette stratégie.

Par [Mattea Battaglia](#) et [Florence Rosier](#)

Publié aujourd'hui à 04h57, mis à jour à 10h20

Temps de Lecture 10 min.



Sandra, 11 ans, se fait tester par son père, pharmacien, après la fermeture de sa classe. Dans une pharmacie à Paris (15e), le 7 décembre 2021. BENJAMIN GIRETTE POUR « LE MONDE »

« La priorité reste et restera de préserver l'éducation de nos enfants » : l'engagement pris par le premier ministre, Jean Castex, lundi 6 décembre au soir, [au terme d'une conférence de presse](#) lui permettant de décliner la réponse du gouvernement face à la cinquième vague de Covid-19, a suscité des réactions contrastées au sein de la communauté éducative.

Avec, d'un côté, des parents d'élèves plutôt satisfaits que les écoles restent ouvertes et que les vacances scolaires ne soient pas anticipées – une piste écartée, lundi matin, en conseil de défense. Et de l'autre, des enseignants contraints de mettre en œuvre un énième changement de protocole dans le premier degré. Et même, coup sur coup, deux changements : alors que depuis ce même lundi, les classes du primaire ne ferment plus au premier cas de Covid-19 déclaré, pour pousser au dépistage systématique des écoliers (et à l'éviction des seuls cas positifs), elles basculeront, à compter du mercredi 9 décembre, du 2^e au 3^e échelon d'un protocole sanitaire pensé sur quatre niveaux.

Concrètement, le « serrage de vis » annoncé par le gouvernement est relatif – et insuffisant, aux dires des syndicats d'enseignants : il se limite pour l'essentiel à l'obligation du port du masque en

extérieur (dans la cour de récréation), à de nouvelles restrictions durant les cours de sport (sans activités « *de contact* »), ainsi qu'à la cantine (en lien avec les collectivités).

Pas de changement, en revanche, dans les collèges et lycées, qui redoutaient de devoir rebasculer vers un enseignement « hybride ». Mais en primaire, l'éducation nationale pousse un peu plus avant sa stratégie : face à la hausse du taux d'incidence chez les 6-10 ans, qui dépasse désormais 900 cas pour 100 000 au sein d'une classe d'âge non vaccinée, elle entend garder les écoles – et désormais aussi les classes – ouvertes. « *C'est notre boussole* », a défendu le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, sur RTL mardi 7 décembre.

Fini le « un cas, une fermeture », qui prévalait depuis la rentrée : désormais, dès qu'un premier écolier est détecté positif, chaque élève de la classe doit être testé. Ensuite, seuls les enfants positifs et ceux qui refusent le test sont tenus de rester chez eux durant une semaine. Ce n'est qu'au troisième cas que la classe ferme – comme en 2020. L'évolution, annoncée le 25 novembre, a commencé à s'appliquer il y a huit jours avant d'être étendue à toutes les écoles lundi.

« C'est toujours ça de pris »

Cette généralisation du dépistage « réactif », comme disent les scientifiques, n'est pas tout à fait une surprise : le coup d'essai a été donné le 7 octobre dans dix départements, dans une relative discrétion. On n'en sait guère plus à ce stade : les résultats de cette expérimentation n'ont pas été rendus publics – ni par le ministère de l'éducation, qui s'y était pourtant engagé, ni par Santé publique France. Interrogé à ce sujet à l'Assemblée nationale le 30 novembre, Jean-Michel Blanquer s'est borné à dire que l'« *expérimentation s'avère concluante* » ; elle « *rencontre une certaine satisfaction des parents et des professeurs* », a-t-il ajouté.

Sur le terrain, à ce stade, les « retours » sont contrastés. Emilie Garcia ne cache pas son soulagement : elle a pu distribuer les kits de tests salivaires, dès leur livraison par coursier, jeudi 2 décembre au matin. « *Un par cartable* », souffle cette directrice d'école à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Soit 130 au total, comme le nombre d'écoliers accueillis dans sa maternelle. Vingt-quatre heures plus tard, elle en a récupéré une soixantaine seulement des mains des parents. « *C'est toujours ça de pris, veut-elle croire. A l'âge de la maternelle, même après deux ans de Covid, le dépistage ne va pas de soi...* »

Dans son école élémentaire du Havre (Seine-Maritime), Caroline Pirocchi vient, elle, de mener à bien sa troisième « opération dépistage ». Avec des résultats que cette autre directrice juge « *tout à fait honorables* » : sur les 124 tests distribués fin novembre, elle en a renvoyé 115 au laboratoire. Tous se sont révélés négatifs. « *Le test salivaire, c'est quand même beaucoup mieux accepté qu'un dépistage nasopharyngé en pharmacie.* » « *L'idéal* », pour que l'école « *continue à tourner* », dit-elle, alors que le rebond épidémique est là, serait de « *réussir à répéter l'exercice toutes les semaines* ».

« *Cette expérimentation semble avoir été très compliquée à mener* », estime pour sa part Mahmoud Zureik, professeur d'épidémiologie à l'université de Versailles-Saint-Quentin (Yvelines). Pour cet expert en santé publique, une erreur stratégique a été commise d'emblée. « *On a laissé croire que le milieu scolaire ne jouait qu'un rôle mineur dans la circulation du virus* », dit-il. Dans certaines écoles, après la détection d'un premier cas, chaque enfant n'a été testé qu'une seule fois, le lendemain, mais pas une nouvelle fois quelques jours plus tard. « *Or l'incubation du virus peut prendre plusieurs jours* », rappelle-t-il.

« Ici, ce n'est pas Paris »

Sur le papier, le dernier bilan épidémiologique communiqué par le ministère de l'éducation nationale fait bien état, début décembre, d'un nombre de classes fermées divisé par deux : elles sont repassées sous la barre des 5 000, vendredi 3 décembre, [après avoir frôlé les 9 000 une semaine plus tôt](#). Mais, dans le même temps, le recensement d'élèves déclarés positifs s'est envolé au-delà de 33 000. Une « explosion » ? Sur RTL mardi matin, M. Blanquer a récusé l'expression : « *Ce qui a explosé, c'est le nombre d'enfants testés, a-t-il avancé. Avant les vacances de la Toussaint, il y avait trois fois moins de tests pour les enfants que pour les adultes.* » C'est l'inverse aujourd'hui, a-t-il assuré.

Les directrices et directeurs d'école n'ont pas attendu cette hausse pour intégrer la préconisation du dépistage – et, parfois, le geste lui-même – dans leur quotidien : cela fait plusieurs mois que M. Blanquer l'a érigé en élément central de la stratégie sanitaire dans les écoles, bien que sur les 600 000 tests hebdomadaires promis, rarement plus de 300 000 parviennent à être réalisés. Ils n'étaient même que 228 000 la semaine dernière, de source ministérielle.

« On nous demande de faire classe à des élèves qui, potentiellement, incubent le virus. C'est une drôle de vision des mesures barrières ! », constate Céline, directrice d'école

Les résistances du côté des familles n'expliquent pas tout. Cette stratégie repose sur une étroite coordination entre tous les acteurs : école, parents mais aussi laboratoires, qui apportent les kits salivaires (des tubes dans lesquels cracher) à l'école, viennent les rechercher, réalisent les tests et adressent les résultats aux familles.

« *Ici, ce n'est pas Paris, s'agace Laurence (elle a requis l'anonymat), directrice d'un groupe scolaire dans l'ouest de la France. On n'a pas de kits en stock. La pharmacie du coin n'a jamais pris d'enfants en charge, et le premier laboratoire est à 20 kilomètres. Tenir dans ces conditions jusqu'à Noël, ça va être du sport !* »

« Jouer la montre »

Même constat de Céline, à la tête d'une petite école rurale du centre de la France, qui a, elle aussi, requis l'anonymat. Cette directrice ne décolère pas depuis qu'elle a entendu les ministres de l'éducation et de la santé, MM. Blanquer et Véran, annoncer, le 25 novembre, la fin des fermetures de classes au premier cas de Covid-19. « *Qu'on accueille les enfants cas contact, ça rassure les parents, et, éventuellement, avec eux, leurs employeurs, concède-t-elle. Mais pour nous, enseignants, cela revient à ramer à contre-courant : on nous demande de faire classe à des élèves qui, potentiellement, incubent le virus. C'est une drôle de vision des mesures barrières !* » Un discours relayé par les syndicats d'enseignants, qui ont demandé à leur ministère de tutelle de revenir « *en urgence* » sur cette décision.

« *Jouer la montre* » : Catherine Da Silva, directrice à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), s'y est essayée ces dernières semaines. Cette porte-parole locale du SNUipp-FSU rapporte avoir attendu « *trois grosses semaines* » avant de réussir à faire venir jusqu'à ses élèves une équipe de dépistage. Entre le 14 septembre, date de sa première « *alerte* », et le 5 octobre, quand le personnel dédié a « *enfin débarqué* », elle a assisté, démunie, à l'apparition de « *cas en cascade* » dans huit de ses dix classes.

« *Dans l'école en face, il n'y avait rien, pas un seul enfant touché, rapporte-t-elle, alors que chez nous, dès qu'une classe rouvrait, une autre devait fermer. Avec les collègues, on passait notre temps à s'interroger sur ce qu'on faisait de mal...* » Le « *jour J* », le 5 octobre, 87 élèves étaient présents pour être testés, sur 160 habituellement. « *Le virus avait circulé, ils étaient déjà nombreux à être tombés*

malades ou à l'isolement. » Quelque 10 % des enfants testés ce jour-là ont été déclarés positifs au Covid-19.

« **C'est sûr, on vit avec le virus...** »

Dans les cercles scientifiques, une question circule : pourquoi l'éducation nationale a-t-elle choisi de généraliser ce protocole de dépistage en primaire, et pas un autre ? En cela, elle n'a pas suivi les recommandations du conseil scientifique et du conseil d'orientation de la stratégie vaccinale. Dans un avis commun du 13 septembre, les deux instances préconisaient de réserver la stratégie de dépistage réactif aux collèges et aux lycées.

Pour les écoles primaires, en revanche, elles en défendaient une autre, dite « itérative ». En clair, il s'agit de proposer un dépistage hebdomadaire en milieu scolaire, sans attendre qu'un enfant ait été détecté positif. Seuls les écoliers contaminés sont alors renvoyés chez eux. Cette façon de faire présente un atout : chez les moins de 10 ans, les cas asymptomatiques sont très fréquents, ce qui justifie de réitérer les tests chez le plus grand nombre.

Les travaux de modélisation, notamment ceux menés par l'équipe de Vittoria Colizza à l'Inserm, ont montré l'intérêt d'un dépistage hebdomadaire systématique en primaire : il ferait chuter de 30 % le nombre de cas par rapport à une stratégie fondée sur le diagnostic des cas symptomatiques, suivi de la fermeture de la classe.

Mais est-ce transposable partout ? Pour en avoir une idée, l'éducation nationale a lancé, en toute discrétion, une expérimentation en ce sens le 22 novembre. Elle ne concerne qu'un petit nombre d'écoles dans trois régions : la Nouvelle-Aquitaine, l'Auvergne-Rhône-Alpes et l'Île-de-France. Cette stratégie a aussi ses limites. Elle repose sur le volontariat, d'où la nécessité de recueillir le consentement des familles. De plus, pour qu'elle soit efficace, il est indispensable que l'adhésion au protocole soit de 50 % au minimum. Il est encore trop tôt pour en mesurer les résultats.

« Après deux ans d'un protocole fluctuant, on est tous moins patients... La désillusion risque d'être forte ! », avance Laurence, directrice dans l'ouest de la France

En attendant, ce sont des « tensions » en milieu scolaire que redoutent de voir se développer les directrices et directeurs. Et pas seulement parce que des parents seraient tentés de « forcer les portes » de l'école ou de « cacher » des cas positifs. « On a dit aux familles que la classe ne fermera pas, alors qu'avec trois cas positifs, elles trouveront porte close, relève Laurence, directrice dans l'ouest de la France. Après deux ans d'un protocole fluctuant, on est tous moins patients... La désillusion risque d'être forte ! »

C'est aussi ce que pense Hervé Lalle, directeur d'une maternelle à Paris : « On risque de voir les cas se signaler au fil de l'eau, non pas au premier jour, quand les enfants reviendront avec un test négatif, mais au troisième ou au quatrième jour », note ce syndiqué au SE-UNSA. Si un second test est conseillé sept jours après le premier, il n'est pas un passage obligé. « En fermant sept jours, jusqu'à présent, on avait le sentiment de limiter la contagion, dit-il. En gardant la classe ouverte, c'est sûr, on vit avec le virus... »

« En s'enfermant dans l'idée qu'il n'y avait pas de problème de circulation du virus à l'école, on a négligé tous les moyens de freiner sa diffusion », reprend l'épidémiologiste Mahmoud Zureik. Il aurait fallu en particulier, dit-il, « des investissements massifs pour adapter les cantines et les systèmes de ventilation et d'aération ». A ce sujet, la communauté éducative attend aussi un état des lieux.